

Sommaire :

Edito : OPA pour toujours ! Page 1

Pierre VERDAUD

Coup de colère d'un retraité : c'est une honte !
Pages 2 et 3

Cécile Rol-Tanguy nous a quittés
Page 3

Appel intersyndical :
L'hécatombe du Covid-19 parmi les personnes âgées :
Page 4

Votre avis nous intéresse :
page 4

Le temps passe, inexorablement. Nous avons basculé dans cet espace temps que nous paraissait si loin lorsque nous étions jeunes et qui maintenant est arrivé : la retraite.

Pour certains la retraite, c'est depuis longtemps, pour d'autres depuis peu. Mais le temps s'écoule trop vite, il ne doit pas nous faire oublier ce qui nous a unis toute notre vie de travail: le parc, les OPA, notre section syndicale, cette volonté de s'unir pour se défendre, pour faire valoir nos droits, pour défendre notre outil de travail, pour nos missions, nos emplois, pour de meilleurs salaires, pour une meilleure retraite...

Mais aujourd'hui, que reste il de nos parcs ? Beaucoup se posent la question. Pour les parcs routiers, la décentralisation est passée par là, il n'ya pas ou peu d'OPA,

les copains sont devenus fonctionnaires territoriaux depuis qu'ils ont été transférés au conseil général devenu depuis le conseil départemental. Même si quoi qu'il en soit, le mot OPA reste toujours gravé dans leur cœur.

Dans les autres services que l'on appelait autrefois « services spécialisés », les OPA des services maritimes, navigations, du réseau scientifique et technique, ont subi des restructurations, certains services sont devenus des établissements publics.

De plus en plus, la stratégie du ministère consiste à noyer les OPA dans la masse des fonctionnaires et des autres agents de la fonction publique pour faire disparaître nos missions, nos métiers et notre identité d'OPA.

Aujourd'hui, le SNOPA CGT ne compte plus qu'une vingtaine de sections, toutes sur des périmètres interdépartementaux voire interrégionaux rendant le travail syndical plus compliqué. Le transfert de nos syndiqués vers les syndicats de la fédération des services publics a contraint le syndicat national à réduire considérablement son équipe nationale. Le SN reste néanmoins le premier syndicat OPA avec 50% des suffrages aux élections de 2018 et continue de se battre avec acharnement pour l'avenir des OPA sur la base de notre triptyque : MISSIONS, EMPLOIS, STATUT. Le SNOPA a gardé cette force qui a été transmise par nos aînés et nous ne les oublions pas.

REDONNER LA PAROLE A NOS CAMARADES RETRAITES

Même si les bouleversements de ces dernières années auxquels s'ajoute la crise sanitaire que nous traversons rendent notre communication difficile, nous souhaitons **redonner la parole à nos camarades retraités**. Pour cela nous envisageons de créer un bulletin de liaison retraités OPA pour pouvoir partager et échanger entre nous nos souvenirs, balayer l'actualité et garder le lien avec nos camarades actifs.

Dans ce premier bulletin du mois de mai vous trouverez une première expression de notre camarade Pierre VERDAUD. Nous invitons d'autres camarades à faire remonter au SNOPA (mail ; orgasnopa@cgt.fr) leurs contributions.

Ce bulletin, compte tenu de cette période particulière, se fera dans un premier temps par mail, avec les adresses que nous disposons. Mais l'objectif est bien sûr de le transmettre à un maximum d'OPA en les invitant, si ce n'est déjà fait, à adhérer à notre syndicat CGT.

N'hésitez pas à le transmettre à vos collègues et à nous transmettre leur adresse mail ou postale.

Le bulletin sera mis en ligne sur le [site du SNOPA](#) où un rubrique spécifique aux retraités vient d'être créée.

Bonne lecture et à bientôt pour le N°2

COUP DE COLERE D'UN RETRAITE

C'EST UNE HONTE !

Alors que la Chine confinait, que nos proches voisins l'Italie et l'Espagne s'inspiraient de la méthode chinoise, vous êtes restés l'arme au pied ; pourtant j'ai entendu que nous étions en guerre, le port du masque n'étant même pas conseillé, cela pour nous cacher qu'il n'y en avait pas.

Vous avez privilégié l'économie à la santé. Vous avez autorisé une rencontre sportive à laquelle de nombreux supporters italiens sont venus assister. Inconscience ou incompétence ?

Mais surtout, sous prétexte d'une réunion exceptionnelle du conseil des ministres pour traiter de l'épidémie coronavirus, vous avez décidé le 29 février en catimini d'activer le 49-3 pour faire adopter la réforme des retraites.

Par contre, ce qui nous était présenté comme une « grippette » était dans nos murs depuis janvier et se propageait rapidement.

18 mars : 2972 hospitalisations – 771 réanimations – 218 décès

29 mars : 19311 hospitalisations – 1592 réanimations – 2606 décès

Il était alors évident que l'épidémie s'était bien installée ; dans l'urgence vous décrêtez le confinement à partir du 17 mars.

Et le moulin à paroles du gouvernement, sa porte parole de déclarer : « *on ne peut pas dire qu'il y a eu un défaut d'anticipation dans cette crise bien au contraire* ». Prête à tout pour sauver le soldat Macron.

Alors éclate sur le devant de la scène et que vous ne pouvez plus masquer ; l'état de santé des hôpitaux qui déjà en temps normal étaient à bout de souffle, victimes d'une gestion confiée aux financiers qui ont confondu santé et économies.

De restructurations comptables en restructurations comptables vous et vos prédécesseurs (qu'il ne faut surtout pas oublier) sans vergogne vous avez dilapidé l'hôpital public.

Le 26 novembre 2017 Martin HIRSCH directeur de l'AP-HP au cours d'un entretien avec M. FAUVELLE déclarait sur France Inter « *les hôpitaux auront moins de lits mais recevront plus de malades* ». Le faire plus avec moins vient de lui exploser à la figure.

De 2018 à 2022 d'autres économies étaient programmées et le même M. HIRSCH de proposer aux organisations syndicales une suppression supplémentaire de lits accompagnée d'une réorganisation. Cette réorganisation désorganisation a été rejetée par la CGT, FO et SUD, mais cohérente avec sa proximité avec le pouvoir la CFDT acceptait. Une position qui n'est pas sans rappeler celle qu'elle a pu prendre concernant la réforme des retraites.

Face à cette défaillance sanitaire la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche nous ont tendu la main. Un hôpital militaire a été installé à Mulhouse lors de la visite du Président de la République, C. Barbier intervenant sur BFM TV comparait ce dernier à CLEMENCEAU lorsque celui-ci côtoyait les poilus dans les tranchées de VERDUN (il faut valoriser le soldat Macron).

Vous les avez ignorés, alors que depuis plusieurs mois les blouses blanches étaient dans la rue, des aides-soignantes aux chefs de services ; leurs souhaits étaient de remettre l'hôpital à flot. Leurs revendications étaient les plus simples et les plus cohérentes du monde, ils demandaient des moyens en personnel, des moyens en matériel, la réouverture de services que vous avez fermés, et ils se sont fait taper sur la (gueule).

En guise de moyens le ministre de l'intérieur leur a offert les gaz lacrymogènes et la matraque.

Ils méritent la reconnaissance du peuple et elle leur est acquise, ils sont intervenus avec courage et abnégation dans des conditions extrêmes, certains y ont laissé leur vie, manque de masques, de blouses, de médicaments tel le curare en réanimation etc..... Des moyens qu'ils réclamaient depuis des mois mais ce

sont les forces de l'ordre que vous leur avez envoyées. Après les avoir traités de cette façon il est déplorable d'entendre le Président de la République et sa suite les couvrir de louanges, c'est petit, c'est mesquin.

Cette situation catastrophique rentre parfaitement dans la casse des services publics. Elle n'est pas le fruit du hasard, spectateurs du premier rang, pour ne pas dire acteurs vous avez assisté aux délocalisations, à la fuite des entreprises sans une seule objection alors que des salariés intégraient le cycle infernal du chômage. La privatisation, c'est la toile de fond incarnée par toutes les réorganisations qui se sont succédées au sein des hôpitaux et de la fonction publique en général.

Soyons plus que vigilants car dans votre ligne de mire, nous savons qu'il y a également la privatisation de la sécurité sociale qui a été créée le 4 octobre 1945 par Ambroise CROIZAT. C'est la fille du peuple, c'est l'accès au droit à la santé pour tous. C'est elle qui fait saliver les banques et les assurances privées toujours à la recherche de profits.

Ambroise CROIZAT, Marcel PAUL et d'autres n'étaient pas issus de l'ENA ou de SCIENCE PO, mais de la France d'en bas, de cette France née de la Commune après une longue marche prolétarienne. Avec d'autres, ils ont su mettre en place des lois humaines et de progrès que vous remettez en cause par touches successives.

Pour nos aînés, (comme pour nous) la santé était une valeur fondamentale sur laquelle ils avaient fondé l'avenir d'une nation et le bien-être de son peuple.

Ambroise CROIZAT était un ouvrier ajusteur, à 14 ans il adhère à la CGT.

Deviendra Ministre du travail le 21 novembre 1945 pour finir Ministre du Travail et de la sécurité sociale le 4 mai 1947. Il nous laisse ses plus belles conquêtes sociales :

La sécurité sociale – Les conventions collectives – Les comités d'entreprises – La réglementation des heures supplémentaires – La médecine du travail – La reconnaissance des maladies professionnelles – La retraite par répartition.

Le 3 décembre 1946, il déclarait à l'Assemblée Nationale « *....nous ferons de la retraite non plus l'antichambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie* »

Et la porte-parole du gouvernement s'exprimant sur la retraite « *Partir à la retraite c'est angoissant et souvent on en meurt parce qu'on ne travaille plus* » Nous ne devons pas avoir le même vécu au travail, mais, sait-elle ce qu'est le travail ?

Ses propos sont un manque de respect élémentaire, une insulte à l'égard de ceux dont la santé a été rongée par leurs conditions de travail, elle doit ignorer qu'il existe des travaux pénibles.

« On est maître de son silence, on est esclave de ses paroles » (ou de sa connerie)

Vous vous êtes présentés comme le nouveau monde, votre conception du social est un chancre pour la société, il est encore temps de changer de cap, de stopper la déliquescence des services publics, mais ce n'est pas dans votre ADN.

HONTE A VOUS !

P. VERDAUD



Cécile Rol-Tanguy nous a quittés

Avec elle disparaît une des dernières figures de la Résistance intérieure française et plus précisément de la Libération de Paris en août 1944.

Militante communiste, Cécile Rol-Tanguy a résisté aux côtés de son mari Henri Rol-Tanguy, membre des Francs-Tireurs Partisans.

Jusqu'à son dernier souffle, elle témoignera de sa fidélité à l'utopie généreuse du communisme, à ses engagements de jeunesse pour la justice sociale et l'émancipation des femmes.



L'hécatombe du Covid-19 parmi les personnes âgées : Colère et indignation !

Nos organisations de retraités expriment leurs plus vives appréhensions concernant le bilan humain et les conséquences de la crise sanitaire sans précédent, en particulier chez les personnes âgées. Alors que l'épidémie fait affluer les malades dans les services d'urgence, le matériel de protection des malades et du personnel fait défaut.

Les ravages du Covid 19 parmi les personnes âgées tournent en tragédie, que ce soit pour celles résidant en Ehpad, dans des structures d'accueil ou de soins, comme pour celles ayant recours à des structures de services à la personne pour leur maintien à domicile.

Cette scandaleuse tragédie a pris le visage d'une discrimination à l'égard des personnes âgées. En effet, jusqu'au 2 avril dernier, les décès des personnes âgées résidant en établissement n'étaient pas pris en compte dans le suivi statistique de la crise sanitaire. Nous sommes indignés par ce déni de l'éthique qui traduit un mépris vis-à-vis de cette catégorie de la population !

C'est dans les rangs des retraités qu'on comptera le plus de victimes, en EHPAD, à domicile, à l'hôpital. Pour enrayer la propagation de la maladie, l'urgence est de remédier à la pénurie de moyens, de personnels, de lits et de respirateurs dans les hôpitaux et, partout, de gants, masques, écrans faciaux, lunettes, blouses, gel hydro-alcoolique, ... afin que les personnels soignants et de service se protègent et protègent les résidents et patients.

Il est désormais urgent que l'ensemble des personnes âgées puisse avoir accès aux tests de dépistage permettant l'accès aux soins pour les malades et le déconfinement pour ceux qui ne le sont pas.

En effet, le risque d'isolement est dramatique notamment pour les retraités.es. Il accentue la perte d'autonomie pour les personnes âgées déjà fragilisées, tant dans les EHPAD, où les résidents sont confinés dans les chambres, que dans le suivi à domicile.

La responsabilité de cette situation incombe aux années de politiques d'austérité qui ont fini par gravement détériorer l'hôpital public, notre système de santé et de protection sociale, avec des conséquences très directes sur le nombre de lits, de respirateurs et de moyens de protection. La gestion de cette crise sanitaire se ramène en fait à la gestion de la pénurie!

Nous remercions tous les personnels de santé engagés dans cette lutte ainsi que tous les salariés en première ligne dans le fonctionnement des services publics et de l'approvisionnement.

Les retraités ne sont pas que les victimes en puissance du Covid 19 et rappellent qu'ils sont des citoyens à part entière qui participent aux tâches d'entraide et de solidarité. C'est le cas des retraités de la santé qui ont renforcé la réserve sanitaire.

Les retraités.es rappellent toute la pertinence de leurs revendications, exprimées à de multiples reprises au cours de nombreuses manifestations, rassemblements, pétitions, motions, ...

Nos revendications sont claires :

▸ Gants, masques FFP2 et FFP3, écrans faciaux, lunettes de protection, blouses d'isolement, gel hydro-alcoolique... et la fourniture de tests de dépistages en nombre suffisant.

▸ Nous soutenons les revendications des personnels des EHPAD et des services d'aide à domicile comme celles des personnels hospitaliers, notamment les 40000 embauches immédiates, d'autant plus que les conditions de vie et de santé des personnes retraitées, des personnes vulnérables ou dans le grand âge, en

dépendent. Ces revendications sont de la responsabilité des autorités publiques: État, Préfets, ARS, Conseils départementaux.

▸ Nous demandons au gouvernement, conformément à la loi du 30 juin 2004 relative à la solidarité et à l'autonomie des personnes âgées et personnes handicapées, d'ordonner aux préfets la mise en œuvre d'un Plan d'Alerte et d'Urgence.

▸ **Nous exigeons:**

-l'arrêt immédiat des politiques de restrictions budgétaires. Il faut d'urgence une loi rectificative pour le financement des besoins de santé, la relocalisation et la maîtrise publiques des productions des matériels de santé et des médicaments;

-des investissements publics massifs pour l'hôpital public;

-la prise en charge de la perte d'autonomie, à domicile et en établissement, à 100% par la branche maladie de la Sécurité sociale;

-la création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie et une loi grand âge et autonomie conforme à nos attentes.

Dans tous les départements, dont beaucoup sont déjà engagés, nous portons ces revendications auprès des organismes en charge de la santé publique (préfectures, Conseils départementaux, ARS) pour exprimer notre colère en exigeant un véritable changement de politique!

Nous voulons que «l'après» se construise avec plus de services publics et encore plus de solidarité!



Votre avis nous intéresse

Le bulletin retraité du SNOPA CGT m'intéresse, je veux continuer à recevoir: oui (1) – non

Je peux contribuer à la rédaction d'articles : oui (1) – non

1- communiquer ses coordonnées, son adresse mail et postale à :
orgasnopa@cgt.fr

Rejoignez le SNOPA CGT

Bulletin d'adhésion

| | |
|-----------------|--|
| Nom | |
| Prénom | |
| Adresse postale | |
| Mail | |
| téléphone | |

Bulletin à retourner à :

SNOPA CGT 263 rue de Paris – case 543 93515 Montreuil Cedex

Mail : orgasnopa@cgt.fr

Visitez notre site internet avec sa rubrique retraité : www.snopacgt.com